

ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

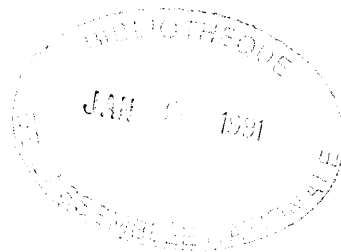
TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 113

Loi modifiant certains régimes de retraite des secteurs public et parapublic

Présentation

Présenté par
M. Daniel Johnson
Ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique,
président du Conseil du trésor



Éditeur officiel du Québec
1990

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi a pour objet principal de donner suite à certaines propositions formulées par le Comité de retraite ou contenues dans la lettre d'intention du gouvernement annexée aux conventions collectives dans les secteurs public et parapublic et concernant les principaux régimes de retraite applicables aux employés visés par ces conventions.

Concernant les propositions formulées par le Comité de retraite à l'égard du régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, du régime de retraite des enseignants ou du régime de retraite des fonctionnaires, le projet de loi permet d'ajuster le traitement admissible moyen en ne retenant que les traitements cotisés ou exonérés qui ont été reçus par l'employé au cours des années de service postérieures à celles qui sont transférées à ces régimes sur une base d'équivalence des valeurs actuarielles des prestations. Il permet également d'ajuster le texte de ces régimes ainsi que celui du régime de retraite de certains enseignants afin de prévoir de nouvelles modalités concernant le rachat d'années ou parties d'année de service. Ces modifications sont également apportées au régime de retraite des agents de la paix en institutions pénales. De plus, ce projet de loi permet aux employés occupant temporairement une fonction de gérance de participer à ce dernier régime et il substitue le nom de l'« Union des agents de la paix en institutions pénales » par celui du « Syndicat des agents de la paix en services correctionnels du Québec ».

Le projet de loi modifie également le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, le régime de retraite des enseignants, le régime de retraite des fonctionnaires et le régime de retraite des agents de la paix en institutions pénales concernant l'assujettissement à ces régimes des membres du personnel d'un ministre ou d'une personne visée à l'article 124.1 de la Loi sur l'Assemblée nationale qui ne sont pas assurés d'une réintégration dans une fonction visée par ces régimes lorsque leur emploi prend fin.

Par ailleurs, il reconduit, sous réserve de certains ajustements, l'application de la mesure temporaire relative à la retraite anticipée à l'égard des employés de niveau non syndicale participant au régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics.

En ce qui a trait aux propositions contenues dans la lettre d'intention du gouvernement, le projet de loi prévoit, à l'égard du régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, l'acquisition obligatoire d'une pension différée à l'exclusion de tout autre bénéfice pour l'employé ayant accumulé deux années ou plus de service. Il prévoit également que cette pension différée est indexée jusqu'à sa mise en service selon le taux de l'augmentation de l'indice des rentes déterminé en vertu de l'article 119 de la Loi sur le régime de rentes du Québec. Il spécifie que dorénavant dans ce régime le remboursement des cotisations sera effectué avec des intérêts équivalents à 90 % du taux de ce régime jusqu'au 31 décembre 1990 et à 100 % de ce taux après cette date. À ce même régime, il apporte des modifications aux bénéfices payables au conjoint ou aux ayants droit en cas de décès du participant tout en y ajoutant un critère facultatif d'admissibilité à la retraite avec réduction actuarielle pour l'employé âgé d'au moins 55 ans. De plus, il prévoit, à l'égard du régime de retraite des fonctionnaires, que la pension est réversible à 60 % en faveur du conjoint du participant. L'employé qui participe au régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics se voit accorder la possibilité de choisir une telle pension en faveur de son conjoint en acceptant que sa propre pension soit réduite actuariellement.

Enfin, le projet comporte d'autres modifications, principalement de nature technique ou de concordance, qui ont pour but de faciliter l'administration des régimes de retraite.

LOIS MODIFIÉES PAR CE PROJET:

- Loi sur le régime de retraite de certains enseignants (L.R.Q., chapitre R-9.1)
- Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en institutions pénales (L.R.Q., chapitre R-9.2)
- Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., chapitre R-10)
- Loi sur le régime de retraite des enseignants (L.R.Q., chapitre R-11)

– Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (L.R.Q., chapitre R-12)

Projet de loi 113

Loi modifiant certains régimes de retraite des secteurs public et parapublic

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

LOI SUR LE RÉGIME DE RETRAITE DE CERTAINS ENSEIGNANTS

1. L'article 6 de la Loi sur le régime de retraite de certains enseignants (L.R.Q., chapitre R-9.1) est modifié:

1° par le remplacement, dans les sixième et septième lignes du premier alinéa, des mots «l'avis de la Commission établissant le montant à remettre» par les mots «la proposition de rachat faite par la Commission»;

2° par la suppression du deuxième alinéa.

2. L'article 16 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans la neuvième ligne du premier alinéa, des mots «l'avis de la Commission établissant la somme requise» par les mots «la proposition de rachat faite par la Commission»;

2° par le remplacement, dans la onzième ligne du premier alinéa, des mots «l'avis de la Commission» par ce qui suit: «la proposition de rachat. Toutefois, aucun intérêt n'est calculé durant la période de validité de la proposition de rachat».

3. L'article 17 de cette loi est modifié:

1° par l'insertion, dans la cinquième ligne du premier alinéa et après le mot «versements», de ce qui suit: «, incluant l'intérêt prévu au deuxième alinéa,»;

2° par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

« Si la somme est acquittée par versements, elle est augmentée d'un intérêt de 6 %, composé annuellement, calculé à compter de la date d'échéance de la proposition de rachat faite par la Commission. ».

4. L'article 19 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne du premier alinéa, de ce qui suit : « , 36, 36.1 et » par le mot « à ».

5. L'article 25 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa, de ce qui suit : « aux articles 77 et 78 » par ce qui suit : « au premier alinéa de l'article 77 et à l'article 78 ».

6. Le titre de la section III du chapitre V de cette loi est remplacé par le suivant :

« PENSION DU CONJOINT ».

7. L'article 34 de cette loi est remplacé par ce qui suit :

« **34.** La pension accordée au conjoint est payée sa vie durant et court jusqu'au premier jour du mois suivant son décès.

« SECTION III.1

« REMBOURSEMENT, PENSIONS DIFFÉRÉES ET AUTRES PRESTATIONS

« **34.1** Si la personne décède avant d'être admissible à une pension, les cotisations sont, sous réserve des articles 34.12 et 34.13, remboursées à son conjoint ou, à défaut, à ses ayants droit.

« **34.2** Si la personne cesse de participer au présent régime avant d'être admissible à une pension et si elle a moins de deux années de service, elle a droit, tant qu'elle ne participe pas de nouveau au régime et sous réserve des articles 34.12 et 34.13, au remboursement de ses cotisations. Toutefois, cette personne n'a pas droit à ce remboursement si l'article 21 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, auquel réfère l'article 9 de la présente loi, s'applique.

Si cette personne décède avant d'avoir obtenu le remboursement de ses cotisations, ces dernières sont remboursées à son conjoint ou, à défaut, à ses ayants droit.

« **34.3** Si la personne cesse de participer au présent régime avant d'être admissible à une pension ou d'avoir droit à une pension différée

et si elle a au moins deux années de service, elle peut demander une pension différée ou, sous réserve des articles 34.12 et 34.13, le remboursement de ses cotisations. Elle ne peut toutefois obtenir ce remboursement lorsque l'article 21 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, auquel réfère l'article 9 de la présente loi, s'applique, lorsqu'elle participe de nouveau au régime ou lorsqu'elle a atteint l'âge de 65 ans.

Si cette personne décède avant d'avoir obtenu le remboursement de ses cotisations et avant que sa pension différée ne devienne payable, ses cotisations sont remboursées à son conjoint ou, à défaut, à ses ayants droit.

«**34.4** Si la personne visée aux articles 34.2 et 34.3 participe de nouveau au présent régime sans avoir obtenu le remboursement de ses cotisations, les années et parties d'année de service qu'elle accumule s'ajoutent à celles déjà créditées.

«**34.5** Le remboursement des cotisations est, sauf en cas de décès, payable à la personne qui y a droit à compter du 21^{ième} jour qui suit celui où elle a cessé d'être visée par le présent régime pour la dernière fois.

La demande de remboursement des cotisations doit être faite à la Commission au moyen de la formule prescrite.

«**34.6** Aux fins de la présente section, les cotisations comprennent toute somme versée par la personne et celles dont elle a été exonérée en vertu du présent régime ou de tout autre régime de retraite dont le service de la personne a été transféré au présent régime en excluant, toutefois, les cotisations déduites en trop pour les années postérieures à l'année 1986. Elles comprennent également les intérêts accumulés sur ces sommes, le cas échéant, conformément au régime de retraite concerné. Cependant, elles ne comprennent pas toute somme qui a été remboursée à la personne en vertu de l'un de ces régimes de retraite si, lors d'un transfert de service sur une base d'équivalence des valeurs actuarielles des prestations, le montant total des cotisations accumulées excédait celui de la valeur actuarielle des prestations acquises dans le nouveau régime de retraite.

Toutefois, les sommes versées par une personne à un régime complémentaire de retraite chez un employeur visé par le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics sont remboursées si les fonds ont été transférés conformément à ce régime.

«**34.7** Si la personne cesse de participer au présent régime avant d'être admissible à une pension et si elle a au moins 10 années de

service et 45 ans, elle n'a droit, sauf si elle transfère ses années et parties d'année de service au régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels ou sauf si elle bénéficie d'une entente de transfert concernant le présent régime conclue conformément à l'article 158 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, qu'à l'un ou l'autre des avantages suivants:

1° une pension différée;

2° une somme représentant jusqu'à concurrence de 25 % de la valeur actuarielle de cette pension différée et une pension différée ajustée pour tenir compte du paiement de cette somme.

La valeur actuarielle est établie conformément aux hypothèses et méthodes actuarielles déterminées par le règlement pris en vertu du paragraphe 9° de l'article 134 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics à l'égard de l'article 54 de cette loi.

Toutefois, la somme ne peut être supérieure au montant des cotisations de la personne, accumulées avec intérêt.

Le premier alinéa ne s'applique pas lorsque l'article 21 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, auquel réfère l'article 9 de la présente loi, s'applique.

Si cette personne décède avant que la pension différée ne devienne payable, les cotisations sont, sous réserve de la somme payée en vertu du paragraphe 2° du premier alinéa et des articles 34.12 et 34.13, remboursées à son conjoint ou, à défaut, à ses ayants droit.

«**34.3** Les années et parties d'année qui donnent droit à l'augmentation prévue à l'article 20 sont comptées aux fins de l'admissibilité à la pension différée et l'article 21 s'applique à cette pension.

De plus, aux fins de l'admissibilité à la pension différée, toute période continue de service à compter du premier jour au cours duquel la personne a accompli du service après le 31 décembre 1965 doit être comptée.

Toute période comprise entre le jour où la personne a cessé de participer au régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics ou au présent régime et celui où elle a cessé d'y être visée, ainsi que toute période inférieure à 211 jours pendant

laquelle elle a cessé d'y être visée, doivent aussi être comptées si elles sont antérieures à sa dernière participation.

« **34.9** Toute pension différée est annulée si la personne occupe à nouveau une fonction visée par le présent régime et les années de service qu'elle accumule s'ajoutent aux années de service déjà créditées.

Toutefois, si la personne avait choisi de recevoir une somme et une pension différée, la pension recalculée est diminuée de la partie de la valeur annuelle de la pension initiale qui lui a été payée. Si elle a droit au moment où elle cesse de participer au présent régime à une pension différée, elle ne peut pas demander à nouveau une somme représentant jusqu'à concurrence de 25 % de la valeur actuarielle de la pension recalculée.

« **34.10** Le montant annuel de la pension différée est calculé de la même manière que la pension et les articles 22 et 24 s'appliquent.

La personne qui a droit à une pension différée est réputée prendre sa retraite à la date de son soixante-cinquième anniversaire de naissance. Cette pension lui est payable à compter de cette date et sa vie durant. Elle est indexée conformément à l'article 25 à compter du 1^{er} janvier qui suit la date où la personne atteint l'âge de 65 ans.

« **34.11** Les cotisations sont remboursées avec intérêt.

Toutefois, les cotisations relatives au service qui est crédité à la personne et qui donne droit à l'application de l'article 99 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, auquel réfère l'article 34.17 de la présente loi, sont remboursées sans intérêt.

« **34.12** Lors d'un remboursement de cotisations, si des montants ont été versés à titre de pension en vertu du présent régime ou d'un régime de retraite dont le service de la personne n'a pas été transféré au présent régime sur une base d'équivalence des valeurs actuarielles des prestations, le montant total des cotisations, excluant les sommes versées par la personne et pour lesquelles un crédit de rente est payé, et, le cas échéant, des intérêts accumulés sur ces cotisations jusqu'à la date à laquelle une pension est devenue payable, est diminué des montants versés à titre de pension à compter de la date à laquelle la pension a cessé d'être versée. Le solde de ces cotisations et, le cas échéant, des intérêts accumulés porte intérêt à compter de cette date, au taux en vigueur à la date du remboursement, pour toute période durant laquelle aucune somme n'a été versée à titre de pension.

Toutefois, si une pension est payable à la personne, au conjoint ou à l'enfant conformément à l'article 99 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, auquel réfère l'article 34.17 de la présente loi, le remboursement des cotisations prévu aux articles 34.1 à 34.3 ne comprend pas les cotisations relatives au service donnant droit à l'application de cet article 99. Dans ce cas, le premier alinéa du présent article s'applique, au moment où la pension devient payable, à l'égard des autres cotisations mais sans tenir compte des montants versés à titre de pension conformément à cet article 99. Cependant, dans le cas où l'employé n'a droit qu'à une pension différée en vertu du présent régime ou s'il a demandé une pension différée en vertu de l'article 34.3, les montants versés à titre de pension conformément à cet article 99 sont déduits seulement du montant des cotisations relatives au service donnant droit à l'application de cet article 99 si cette pension est plus avantageuse que les prestations du présent régime.

«**34.13** Si, au décès du bénéficiaire d'un crédit de rente, le montant qu'il a dû payer pour acquérir le crédit de rente, avec les intérêts accumulés jusqu'à la date où le crédit de rente est devenu payable, excède le total des montants qui lui ont été versés à titre de crédit de rente, l'excédent est payé en un seul versement à son conjoint ou, à défaut, à ses ayants droit.

Si le crédit de rente a cessé d'être versé à une personne qui occupe ou occupe à nouveau une fonction visée par le présent régime, le montant qu'il a dû payer pour acquérir le crédit de rente, avec les intérêts accumulés jusqu'à la date où le crédit de rente est devenu payable, est diminué des montants versés à titre de crédit de rente depuis la date à laquelle ce crédit de rente devait cesser d'être versé.

Le solde du montant qu'il a dû payer porte intérêt au taux en vigueur à la date du remboursement pour toute période à l'égard de laquelle aucune somme n'a été versée à titre de crédit de rente dans une année ou, selon le cas, pendant la période concernée dans l'article 69 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics en application de l'article 36 de la présente loi.

«**34.14** L'intérêt payable en vertu de la présente section est celui prévu dans l'annexe VI de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics à l'égard de la période qui y est indiquée.

«**34.15** La personne, son conjoint ou, à défaut, ses ayants droit n'ont droit qu'à un pourcentage de l'intérêt payable sur les cotisations

au sens de l'article 34.6, lequel pourcentage est fonction de la période comprise entre la date à laquelle la personne est devenue visée par le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics ou par le présent régime et la date du remboursement. Ce pourcentage s'établit ainsi:

- 1° 0 % pour une période de moins d'un an;
- 2° 60 % pour une période d'au moins un an mais de moins de deux ans;
- 3° 85 % pour une période d'au moins deux ans mais de moins de cinq ans;
- 4° 90 % pour une période de cinq ans et plus.

Si la demande de remboursement porte sur des périodes interrompues de service, le pourcentage de l'intérêt payable sur ces cotisations est fonction de la période comprise entre la première date à laquelle la personne est devenue visée par le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics ou par le présent régime et la date du remboursement.

Toutefois, les premier et deuxième alinéas ne s'appliquent pas dans le cas du calcul des intérêts accumulés au présent régime aux fins de l'application de l'article 71 de la Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels.

«**34.16** Aux fins du calcul de l'intérêt, les cotisations de la personne au sens de l'article 34.6, sauf celles qu'elle avait versées à un régime de retraite dont le service a été transféré conformément aux articles 101, 115.7 et 158 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, sont réputées reçues au point milieu de chaque année. La manière de calculer l'intérêt sur toute cotisation de la personne au sens de l'article 34.6 est celle qui est établie par le règlement pris en vertu du paragraphe 24° de l'article 134 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics.

«**34.17** Les articles 99 et 236.2 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics s'appliquent compte tenu des adaptations nécessaires. ».

8. L'article 35 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les septième, huitième et neuvième lignes du premier alinéa, de ce qui suit: «calculée conformément aux normes établies par le règlement pris en vertu de l'article 79 de la Loi sur le régime de retraite des

employés du gouvernement et des organismes publics » par ce qui suit : « établie conformément aux hypothèses et méthodes actuarielles déterminées par le règlement pris en vertu du paragraphe 9° de l'article 134 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics à l'égard de l'article 79 de cette loi ».

9. L'article 37 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la dernière ligne du dernier alinéa et après «34», de «à 34.17».

10. L'article 44 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les onzième, douzième et treizième lignes du premier alinéa, de ce qui suit : «l'article 34, dans la mesure où ce dernier réfère aux articles 58, 59 et 217 à 219 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, » par ce qui suit : «34.12 à 34.16».

11. L'article 51 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la dernière ligne du premier alinéa et après «34», de «à 34.17».

12. L'article 52 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les deux dernières lignes du deuxième alinéa, des mots «l'avis de la Commission établissant la somme requise» par les mots «la proposition de rachat faite par la Commission».

13. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 59, du suivant :

«**59.1** Lorsqu'une demande de rachat d'année ou de parties d'année de service est faite à la Commission en vertu du présent régime, la Commission fait parvenir à la personne une proposition de rachat qui est valide pour une période de 60 jours à compter de sa date.

La demande de rachat est réputée n'avoir jamais été faite si la Commission n'a pas reçu, avant l'expiration de cette période de 60 jours, un avis de la personne à l'effet qu'elle accepte cette proposition.

De plus, une telle demande est réputée n'avoir jamais été faite si le paiement comptant du coût de ce rachat n'est pas effectué avant l'expiration de cette période de 60 jours, dans le cas où un tel paiement est exigible en vertu du choix de la personne ou par l'effet de la loi. Dans le cas où le paiement est exigible en plusieurs versements et que la personne fait défaut d'effectuer un versement, la demande de rachat est réputée n'avoir jamais été faite à l'égard du service pour lequel les versements n'ont pas été effectués si la personne n'effectue pas le versement pour lequel elle est en défaut dans les 30 jours de la date d'un avis de la Commission à cet effet. Dans ce cas, le service le plus

récent est crédité ou compté en premier lieu. Toutefois, dans le cas des articles 12 à 14 et 52, la demande de rachat est réputée n'avoir jamais été faite à l'égard de la totalité du service et les sommes que la personne a versées lui sont remboursées avec l'intérêt prévu à l'article 34.14 et calculé conformément aux articles 34.15 et 34.16. ».

LOI SUR LE RÉGIME DE RETRAITE DES AGENTS DE LA PAIX EN INSTITUTIONS PÉNALES

14. Le titre de la Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en institutions pénales (L.R.Q., chapitre R-9.2) est modifié par le remplacement des mots « institutions pénales » par les mots « services correctionnels ».

15. L'article 1 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de ce qui suit: « désignée depuis le 21 août 1990 sous le nom de Syndicat des agents de la paix en services correctionnels du Québec. Il s'applique également, à compter du 1^{er} janvier 1991, à tout agent de la paix qui ferait partie de cette unité si, dans ses fonctions, il ne représentait pas temporairement l'employeur dans ses relations avec ses employés. ».

16. L'article 4 de cette loi est remplacé par les suivants:

« **4.** L'employé qui cesse de participer au présent régime et qui, dans les 180 jours de la date à laquelle il a cessé d'être visé par ce régime, devient membre du personnel du personnel du cabinet du lieutenant-gouverneur participe au présent régime.

« **4.1** L'employé qui cesse de participer au présent régime et qui, dans les 180 jours de la date à laquelle il a cessé d'être visé par ce régime, devient membre du personnel d'un ministre ou d'une personne visée à l'article 124.1 de la Loi sur l'Assemblée nationale (chapitre A-23.1) participe au présent régime s'il est assuré d'une réintégration dans une fonction pour laquelle il serait visé par ce régime.

Si cet employé n'est pas assuré d'une telle réintégration, il peut, à sa demande et si le gouvernement adopte un décret à cet effet, participer au présent régime. Ce décret peut avoir effet au plus 12 mois avant son adoption. ».

17. L'article 24 de cette loi, modifié par l'article 180 du chapitre 82 des lois de 1988, est de nouveau modifié par l'addition, à la fin du premier alinéa, de la phrase suivante: « Toutefois, aucun intérêt n'est calculé durant la période de validité de la proposition de rachat faite par la Commission. ».

18. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 24, du suivant :

« **24.1** L'employé peut faire créditer les années et parties d'année de service pendant lesquelles il a été membre du personnel d'un ministre ou d'une personne visée à l'article 124.1 de la Loi sur l'Assemblée nationale si ces années et parties d'année ne lui ont pas été autrement créditées ou si, à l'égard de celles-ci, ses cotisations ne lui ont pas été remboursées.

L'employé doit, pour faire créditer tout ou partie de ce service, en faire la demande à la Commission dans les 60 mois de la date à laquelle il a cessé d'être un tel membre et verser à cette dernière un montant égal à la cotisation qu'il aurait dû verser s'il avait participé au présent régime. Ce montant est augmenté d'un intérêt composé annuellement aux taux déterminés pour chaque époque en vertu de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics. Cet intérêt court à compter du point milieu de chacune des années jusqu'à la date de la proposition de rachat faite par la Commission. Si l'employé fait créditer une partie seulement de son service, le plus récent sera crédité en premier lieu.

Le montant établi en vertu du deuxième alinéa est payable soit comptant, soit par versements échelonnés sur la période et aux époques que détermine la Commission. Si ce montant est payé par versements, il est augmenté d'un intérêt, composé annuellement, dont le taux est celui en vigueur en vertu de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics à la date de réception de la demande et calculé à compter de la date d'échéance de la proposition de rachat. ».

19. L'article 26 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **26.** Le montant établi en vertu de l'article 25 est payable soit comptant, soit par versements échelonnés sur la période et aux époques que détermine la Commission. Si ce montant est payé par versements, il est augmenté d'un intérêt, composé annuellement, dont le taux est celui en vigueur en vertu de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics à la date de réception de la demande et calculé à compter de la date d'échéance de la proposition de rachat faite par la Commission. ».

20. L'article 29 de cette loi, modifié par l'article 182 du chapitre 82 des lois de 1988, est de nouveau modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

« Le montant requis pour faire créditer ces jours est payable soit comptant, soit par versements échelonnés sur la période et aux époques que détermine la Commission. Si la demande de rachat est faite après la fin de l'année au cours de laquelle l'employé a bénéficié d'un congé sans traitement, ce montant est augmenté d'un intérêt de 8,5 %, composé annuellement et calculé depuis l'expiration du congé. Toutefois, aucun intérêt n'est calculé durant la période de validité de la proposition de rachat faite par la Commission. ».

21. L'article 30 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

« Le montant requis pour faire créditer ces jours est payable soit comptant, soit par versements échelonnés sur la période et aux époques que détermine la Commission. Ce montant est augmenté d'un intérêt, composé annuellement, calculé à compter de la date de réception de la demande et dont le taux est celui en vigueur à cette date en vertu de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics. Toutefois, aucun intérêt n'est calculé durant la période de validité de la proposition de rachat faite par la Commission. ».

22. L'article 32 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans les trois dernières lignes du paragraphe 1° du premier alinéa, des mots « toute année scolaire qui serait autrement incomplète pour fins de pension en raison » par ce qui suit : « au moins à 95 % l'année scolaire au cours de laquelle elle a bénéficié » ;

2° par le remplacement, dans la dixième ligne du troisième alinéa, de ce qui suit : « 90 » par ce qui suit : « 100 ».

23. L'article 33 de cette loi est modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant :

« Le montant requis pour faire créditer ces années et parties d'année est payable soit comptant, soit par versements échelonnés sur la période et aux époques que détermine la Commission. Si ce montant est payé par versements, il est augmenté d'un intérêt, composé annuellement, dont le taux est celui en vigueur en vertu de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics à la date de réception de la demande et calculé à compter de la date d'échéance de la proposition de rachat faite par la Commission. ».

24. L'article 36 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la troisième ligne et après le mot « augmenté », de ce qui suit: « , à compter de la date d'échéance de la proposition de rachat faite par la Commission, ».

25. L'article 40 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans les deux dernières lignes du premier alinéa, des mots « l'avis de la Commission du montant à verser » par les mots « la proposition de rachat faite par la Commission »;

2° par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

« La somme déterminée au premier alinéa est payable soit comptant, soit par versements échelonnés sur la période et aux époques que détermine la Commission. Si cette somme est payée par versements, elle est augmentée d'un intérêt, composé annuellement, dont le taux est celui en vigueur en vertu de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics à la date de réception de la demande et calculé à compter de la date d'échéance de la proposition de rachat. ».

26. L'article 48 de cette loi est modifié:

1° par la suppression, dans les sixième, septième et huitième lignes, de ce qui suit: « , même si elles ont été créditées au présent régime sur une base d'équivalence des valeurs actuarielles des prestations »;

2° par l'addition, après le premier alinéa, du suivant:

« Toutefois, sont exclus du traitement admissible moyen le traitement admissible et les périodes de cotisations de toutes les années et parties d'année de service créditées au présent régime sur une base d'équivalence des valeurs actuarielles des prestations de même que de celles qui sont antérieures à ces dernières. ».

27. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 132, du suivant:

« **132.1** Lorsqu'une demande de rachat d'année ou de parties d'année de service est faite à la Commission en vertu du présent régime, la Commission fait parvenir à l'employé une proposition de rachat qui est valide pour une période de 60 jours à compter de sa date.

La demande de rachat est réputée n'avoir jamais été faite si la Commission n'a pas reçu, avant l'expiration de cette période de 60 jours, un avis de l'employé à l'effet qu'il accepte cette proposition.

De plus, une telle demande est réputée n'avoir jamais été faite si le paiement comptant du coût de ce rachat n'est pas effectué avant l'expiration de cette période de 60 jours, dans le cas où un tel paiement est exigible en vertu du choix de l'employé ou par l'effet de la loi. Dans le cas où le paiement est exigible en plusieurs versements et que l'employé fait défaut d'effectuer un versement, la demande de rachat est réputée n'avoir jamais été faite à l'égard du service pour lequel les versements n'ont pas été effectués si l'employé n'effectue pas le versement pour lequel il est en défaut dans les 30 jours de la date d'un avis de la Commission à cet effet. Dans ce cas, le service le plus récent est crédité en premier lieu. Toutefois, dans le cas des articles 20, 27, 29, 30 et 38, la demande de rachat est réputée n'avoir jamais été faite à l'égard de la totalité du service et les sommes que l'employé a versées lui sont remboursées avec l'intérêt prévu à l'article 72 et calculé conformément à cet article. ».

LOI SUR LE RÉGIME DE RETRAITE DES EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT ET DES ORGANISMES PUBLICS

28. L'article 2 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., chapitre R-10), modifié par l'article 319 du chapitre 38 des lois de 1989, est de nouveau modifié par l'addition, après le paragraphe 4°, du suivant :

« 5° à un membre du personnel d'un ministre ou d'une personne visée à l'article 124.1 de la Loi sur l'Assemblée nationale (chapitre A-23.1) qui n'est pas assuré d'une intégration ou d'une réintégration dans une fonction visée par le présent régime si, à sa demande, le gouvernement adopte un décret à cet effet, sauf si ce membre peut se prévaloir de l'article 4.1 de la Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (chapitre R-9.2), de l'article 9.01 de la Loi sur le régime de retraite des enseignants (chapitre R-11) ou de l'article 54 de la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (chapitre R-12). ».

29. L'article 24 de cette loi, modifié par l'article 12 du chapitre 82 des lois de 1988, est de nouveau modifié par l'addition, après le premier alinéa, du suivant :

« Toutefois, dans le cas d'un congé sans traitement consécutif à un congé de maternité, de paternité ou d'adoption, l'employé ne verse que la moitié du montant prévu au paragraphe 2° du premier alinéa. ».

30. L'article 26 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

« **26.** Le montant requis pour acquitter le coût du rachat d'une période de congé sans traitement, y compris l'intérêt prévu à l'article 25, est payable soit comptant, soit par versements échelonnés sur la période et aux époques que détermine la Commission. » ;

2° par le remplacement des deux premières lignes du deuxième alinéa par ce qui suit :

« Si ce montant est payé par versements, il est augmenté d'un intérêt, composé annuellement, dont le taux est celui en vigueur à la date de réception de la demande et calculé » ;

3° par l'addition, après le deuxième alinéa, du suivant :

« Malgré le deuxième alinéa, ce montant ne porte pas intérêt durant la période de validité de la proposition de rachat. ».

31. L'article 28 de cette loi est modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant :

« Le montant déterminé au deuxième alinéa est payable soit comptant, soit par versements échelonnés sur la période et aux époques que détermine la Commission. Si ce montant est payé par versements, il est augmenté d'un intérêt, composé annuellement, dont le taux est celui en vigueur à la date de réception de la demande et calculé à compter de la date d'échéance de la proposition de rachat faite par la Commission. ».

32. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 33, du suivant :

« **33.1** Une pension est également accordée à l'employé qui cesse de participer alors qu'il est âgé d'au moins 55 ans et qui n'est pas autrement admissible à une pension s'il en fait la demande au plus tard dans les 180 jours de la date à laquelle il a cessé d'être visé par le présent régime.

Si cet employé décède, il est réputé être admissible à une pension aux fins de l'application des articles 43 et 46 à 46.2. Il en est de même lorsque son décès survient dans les 180 jours de la date à laquelle il a cessé d'être visé par le régime même s'il n'en a pas fait la demande. ».

33. L'article 36.2 de cette loi est modifié :

1° par la suppression, dans les sixième, septième et huitième lignes, de ce qui suit: « , même si elles ont été créditées au présent régime sur une base d'équivalence des valeurs actuarielles des prestations »;

2° par l'addition, après le premier alinéa, du suivant:

« Toutefois, sont exclus du traitement admissible moyen le traitement admissible et les périodes de cotisations de toutes les années et parties d'année de service créditées au présent régime sur une base d'équivalence des valeurs actuarielles des prestations de même que de celles qui sont antérieures à ces dernières. ».

34. L'article 38 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

« Dans le cas visé à l'article 33.1, la pension est réduite, pendant sa durée, de 0,5 % par mois, calculé pour chaque mois compris entre la date à laquelle la pension est accordée et la date la plus rapprochée à laquelle une pension lui aurait autrement été accordée sans réduction actuarielle. ».

35. L'article 39 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

« Dans le cas où la pension est réduite en vertu de l'article 43.1, le montant obtenu en application des paragraphes 1°, 2° et 3° du premier alinéa est réduit de 2 %. ».

36. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 43, des suivants:

« **43.1** L'employé peut, lorsqu'il demande qu'une pension lui soit accordée, choisir de la réduire de 2 % pendant sa durée pour permettre à son conjoint de bénéficier, au lieu de la pension prévue à l'article 43, d'une pension égale à 60 % de la pension réduite à laquelle l'employé aura droit. L'employé qui a droit à une pension différée peut également exercer ce choix dans les 90 jours qui précèdent la date de son soixante-cinquième anniversaire de naissance.

Ce choix est irrévocable dès que débute le versement de la pension de cet employé, même en l'absence d'un conjoint ayant droit à une pension.

« **43.2** Dans le cas où une pension devient payable au conjoint suite au décès de l'employé, la valeur actuarielle de cette pension, établie conformément aux hypothèses et méthodes actuarielles déterminées par règlement, ne doit pas être inférieure à la somme des

cotisations avec les intérêts accumulés jusqu'à la date du décès. Si cette valeur est inférieure, la pension du conjoint est ajustée de façon à ce que sa valeur soit égale à la somme de ces cotisations et intérêts.

La somme des cotisations est établie conformément au deuxième alinéa de l'article 46.1. ».

37. L'article 46 de cette loi, modifié par l'article 23 du chapitre 5 des lois de 1990, est remplacé par les suivants :

« **46.** Si l'employé décède avant d'être admissible à une pension et avec moins de 2 années de service, les cotisations sont, sous réserve des articles 58 et 59, remboursées à son conjoint ou, à défaut, à ses ayants droit.

« **46.1** Si l'employé décède avant d'être admissible à une pension et avec 2 années de service ou plus, son conjoint ou, à défaut, ses ayants droit ont droit de recevoir le montant le plus élevé entre :

1° la somme des cotisations avec les intérêts accumulés jusqu'à la date du décès ;

2° la valeur actuarielle de la pension différée établie à cette même date conformément aux hypothèses et méthodes actuarielles déterminées par règlement.

Aux fins du premier alinéa, les cotisations comprennent les sommes visées à l'article 50, sauf celles que l'employé a versées ou qui ont été transférées au présent régime et pour lesquelles il a acquis un crédit de rente. La somme de ces cotisations est établie en tenant compte du deuxième alinéa de l'article 55 et de l'article 58.

Dans le cas où l'article 99 s'applique, les cotisations et la valeur actuarielle de la pension différée relatives aux années et parties d'année de service créditées en vertu des articles 85.3 et 98 sont exclues aux fins de l'application du premier alinéa.

Le montant retenu conformément au premier alinéa porte intérêt, composé annuellement, aux taux déterminés pour chaque époque par la présente loi à compter de la date du décès de l'employé jusqu'à la date à laquelle le remboursement est effectué.

« **46.2** Si l'employé décède alors qu'il est admissible à une pension mais sans conjoint ayant droit à une pension, les cotisations sont, sous réserve des articles 58 et 59, remboursées aux ayants droit. Il en est de même à l'égard du pensionné qui décède sans conjoint ayant droit à une pension. ».

38. L'article 47 de cette loi, modifié par l'article 24 du chapitre 5 des lois de 1990, est remplacé par le suivant :

« **47.** Si l'employé âgé de moins de 55 ans cesse de participer au régime avant d'être admissible à une pension et s'il a moins de deux années de service, il a droit, sauf si l'article 21 s'applique et sous réserve des articles 58 et 59, au remboursement de ses cotisations. Il ne peut toutefois obtenir ce remboursement lorsqu'il participe de nouveau au régime.

Si cette personne décède avant d'avoir obtenu ce remboursement, les cotisations sont remboursées au conjoint ou, à défaut, aux ayants droit. ».

39. L'article 48 de cette loi, modifié par l'article 25 du chapitre 5 des lois de 1990, est abrogé.

40. L'article 49 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne, de ce qui suit : « aux articles 47 et 48 » par ce qui suit : « à l'article 47 ».

41. L'article 50 de cette loi, modifié par l'article 319 du chapitre 38 des lois de 1989, est de nouveau modifié par l'insertion, dans la première ligne du premier alinéa et après le mot « section », de ce qui suit : « , sauf les articles 46.1 et 54 ».

42. L'article 51 de cette loi, modifié par l'article 26 du chapitre 5 des lois de 1990, est remplacé par le suivant :

« **51.** L'employé qui cesse de participer au présent régime alors qu'il n'est pas admissible à une pension, sauf si l'article 21 s'applique, n'a droit qu'à une pension différée s'il satisfait à l'une ou l'autre des conditions suivantes :

1° être âgé de 55 ans et plus, sauf s'il choisit la pension prévue à l'article 33.1;

2° avoir au moins deux années de service.

Cette pension différée est annulée si cette personne transfère ses années et parties d'année de service au régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels ou au régime de retraite de certains enseignants, si elle bénéficie d'une entente de transfert concernant le présent régime conclue conformément à l'article 158 ou si elle décède avant que cette pension différée ne devienne payable. Dans ce dernier cas, l'article 46.1 s'applique. ».

43. L'article 52 de cette loi est abrogé.

44. L'article 53 de cette loi est modifié :

1° par l'insertion, dans la deuxième ligne du deuxième alinéa et après le mot « différée », de ce qui suit : « conformément à l'article 51 tel qu'il se lisait le 31 décembre 1990 » ;

2° par la suppression de la dernière phrase du deuxième alinéa.

45. L'article 54 de cette loi est modifié par l'insertion, après le premier alinéa, du suivant :

« Si la valeur actuarielle de la pension différée, établie conformément aux hypothèses et méthodes actuarielles déterminées par règlement, est inférieure à la somme des cotisations avec les intérêts accumulés à la date du soixante-cinquième anniversaire de naissance de l'employé, la pension différée est ajustée de façon à ce que sa valeur soit égale à la somme de ces cotisations et intérêts. La somme des cotisations est établie conformément aux deuxième alinéa de l'article 46.1. ».

46. L'article 55 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin du deuxième alinéa, de ce qui suit : « sauf, le cas échéant, l'intérêt payable sur le montant retenu en vertu de l'article 46.1 ».

47. L'article 58 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans la troisième ligne du deuxième alinéa, de ce qui suit : « à 48 » par ce qui suit : « et 47 » ;

2° par la suppression, dans les neuvième et dixième lignes du deuxième alinéa, de ce qui suit : « ou s'il a demandé une pension différée en vertu de l'article 48 ».

48. L'article 59 de cette loi, modifié par l'article 27 du chapitre 5 des lois de 1990, est de nouveau modifié par l'insertion, avant le premier alinéa, du suivant :

« **59.** Si l'employé qui a acquis un crédit de rente décède avant que ce crédit de rente ne lui devienne payable, le montant qu'il a dû payer pour acquérir le crédit de rente est remboursé, avec les intérêts accumulés, à son conjoint ou, à défaut, à ses ayants droit. ».

49. L'article 77 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

« La pension différée est, à la même époque, indexée annuellement du taux de l'augmentation de l'indice des rentes déterminé par cette loi à compter du 1^{er} janvier suivant la date à laquelle l'employé cesse de participer au régime jusqu'au 1^{er} janvier de l'année au cours de laquelle il atteint l'âge de 65 ans. À compter du 1^{er} janvier qui suit la date où cet employé a atteint l'âge de 65 ans, la pension différée est indexée en la manière prévue au premier alinéa. ».

50. L'article 78 de cette loi est modifié :

1° par l'insertion, dans la deuxième ligne et après le mot « indexation », de ce qui suit : « , sauf celui de la pension différée, » ;

2° par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant :

« Dans le cas de la pension différée, l'ajustement du 1^{er} janvier qui suit la date où l'employé atteint l'âge de 65 ans s'effectue dans la proportion prévue au paragraphe 1° du premier alinéa. ».

51. L'article 79 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la quatrième ligne du premier alinéa, des mots « calculée conformément aux normes établies » par les mots « établie conformément aux hypothèses et méthodes actuarielles déterminées ».

52. L'article 85.1 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans les trois dernières lignes du paragraphe 1° du premier alinéa, des mots « toute année scolaire qui serait autrement incomplète pour fins de pension en raison » par ce qui suit : « au moins à 95 % l'année scolaire au cours de laquelle elle a bénéficié » ;

2° par le remplacement, dans la neuvième ligne du troisième alinéa, de ce qui suit : « 90 » par ce qui suit : « 100 ».

53. L'article 85.3 de cette loi est modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant :

« Le montant requis pour faire créditer ces années et parties d'année est payable soit comptant, soit par versements échelonnés sur la période et aux époques que détermine la Commission. Si ce montant est payé par versements, il est augmenté d'un intérêt, composé annuellement, dont le taux est celui en vigueur à la date de réception de la demande et calculé à compter de la date d'échéance de la proposition de rachat faite par la Commission. ».

54. L'article 85.6 de cette loi, modifié par l'article 9 du chapitre 32 des lois de 1990, est de nouveau modifié par l'insertion, dans la troisième ligne du paragraphe 4° du premier alinéa et après le premier mot « loi », de ce qui suit : « , y compris des dispositions d'application particulière prévues au chapitre I du titre IV.1 de cette loi, ».

55. L'article 85.18 de cette loi, modifié par l'article 12 du chapitre 32 des lois de 1990, est de nouveau modifié :

1° par le remplacement, dans la première ligne du paragraphe 3° du premier alinéa, de ce qui suit : « 1,84 % » par ce qui suit : « 3,27 % » ;

2° par le remplacement, dans la quatrième ligne du deuxième alinéa, du mot « aux » par le mot « au » ;

3° par le remplacement, dans la quatrième ligne du troisième alinéa, du mot « aux » par le mot « au ».

56. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 85.20, du suivant :

« **85.21** Les articles 85.18, 85.19 et 85.20, sauf le deuxième alinéa de ce dernier article, ne s'appliquent qu'à l'égard des cotisations des employés de niveau syndicable, des contributions de leurs employeurs et des évaluations actuarielles produites à l'égard de ces employés. ».

57. L'article 96 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la troisième ligne du premier alinéa et après le mot « versements », de ce qui suit : « , incluant l'intérêt prévu à l'article 97, ».

58. L'article 97 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **97.** Si la somme prévue à l'article 95 est acquittée par versements, elle est augmentée d'un intérêt de 6 %, composé annuellement, calculé à compter de la date d'échéance de la proposition de rachat faite par la Commission. ».

59. L'article 99 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la cinquième ligne du premier alinéa et après les mots « paiement d'une pension », de ce qui suit : « , telles qu'elles se lisaient le 31 décembre 1990, ».

60. L'article 105 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans les trois premières lignes du premier alinéa, de ce qui suit : « Si le régime supplémentaire de rentes est un régime à prestations indéterminées au sens de la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes (chapitre R-17) » par ce qui suit : « Si le régime complémentaire de retraite est un régime à cotisation déterminée au sens de la Loi sur les régimes complémentaires de retraite (1989, chapitre 38) » ;

2° par le remplacement, dans les deux premières lignes du deuxième alinéa, des mots « Si le régime supplémentaire de rentes est un régime à prestations partiellement déterminées » par les mots « Si le régime complémentaire de retraite est un régime à prestations déterminées » ;

3° par le remplacement, dans la deuxième ligne du troisième alinéa, des mots « supplémentaire de rentes » par les mots « complémentaire de retraite ».

61. L'article 111 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin du troisième alinéa, de la phrase suivante : « Toutefois, aucun intérêt n'est calculé durant la période de validité de la proposition de rachat faite par la Commission. ».

62. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 114, du suivant :

« **114.1** L'employé peut faire créditer les années et parties d'année de service pendant lesquelles il a été membre du personnel d'un ministre ou d'une personne visée à l'article 124.1 de la Loi sur l'Assemblée nationale si ces années et parties d'année ne lui ont pas été autrement créditées ou si, à l'égard de celles-ci, ses cotisations ne lui ont pas été remboursées.

L'employé doit, pour faire créditer tout ou partie de ce service, en faire la demande à la Commission dans les 60 mois de la date à laquelle il a cessé d'être un tel membre et verser à cette dernière un montant égal à la cotisation qu'il aurait dû verser s'il avait participé au présent régime. Ce montant est augmenté d'un intérêt composé annuellement aux taux déterminés pour chaque époque par la présente loi. Cet intérêt court à compter du point milieu de chacune des années jusqu'à la date de la proposition de rachat faite par la Commission. Si l'employé fait créditer une partie seulement de son service, le plus récent sera crédité en premier lieu.

Le montant établi en vertu du deuxième alinéa est payable soit comptant, soit par versement échelonnés sur la période et aux époques

que détermine la Commission. Si ce montant est payé par versements, il est augmenté d'un intérêt, composé annuellement, dont le taux est celui en vigueur à la date de réception de la demande et calculé à compter de la date d'échéance de la proposition de rachat. ».

63. L'article 115.2 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **115.2** Le montant établi en vertu de l'article 115.1 est payable soit comptant, soit par versements échelonnés sur la période et aux époques que détermine la Commission. Si ce montant est payé par versements, il est augmenté d'un intérêt, composé annuellement, dont le taux est celui en vigueur à la date de réception de la demande et calculé à compter de la date d'échéance de la proposition de rachat faite par la Commission. ».

64. L'article 115.8 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans la dernière ligne du premier alinéa, des mots « l'avis de la Commission du montant à verser » par les mots « la proposition de rachat faite par la Commission » ;

2° par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

« La somme déterminée au premier alinéa est payable soit comptant, soit par versements échelonnés sur la période et aux époques que détermine la Commission. Si cette somme est payée par versements, elle est augmentée d'un intérêt, composé annuellement, dont le taux est celui en vigueur à la date de réception de la demande et calculé à compter de la date d'échéance de la proposition de rachat. ».

65. L'article 134 de cette loi, modifié par l'article 29 du chapitre 5 des lois de 1990 et par l'article 20 du chapitre 32 des lois de 1990, est de nouveau modifié :

1° par le remplacement du paragraphe 9° par le suivant :

« 9° déterminer les hypothèses et méthodes actuarielles qui servent à établir les valeurs actuarielles des prestations visées aux articles 43.2, 46.1, 54 et 79 et qui peuvent varier selon la nature de ces prestations ; » ;

2° par la suppression du paragraphe 23°.

66. L'article 137 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la première ligne du paragraphe 1° du deuxième alinéa et après ce qui suit : « 85.3, », de ce qui suit : « 114.1, ».

67. L'article 152 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la première ligne du deuxième alinéa et après le mot « pas », de ce qui suit : « à l'égard du montant retenu en application de l'article 46.1 et ».

68. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 215, de ce qui suit :

« TITRE IV.1

« DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX EMPLOYÉS DE NIVEAU NON SYNDICABLE

« CHAPITRE I

« APPLICATION PARTICULIÈRE DE LA RETRAITE ANTICIPEE PRÉVUE AU CHAPITRE III DU TITRE IV

« **215.1** Le chapitre III du titre IV qui concerne la mesure d'application temporaire relative à la retraite anticipée s'applique, sans qu'une entente avec l'employeur ne soit requise, à l'employé de niveau non syndicable qui satisfait aux conditions suivantes :

1° avoir 58 ans et plus mais moins de 62 ans ;

2° avoir au moins 28 années de service aux fins de l'admissibilité à la pension ;

3° participer à titre d'employé de niveau non syndicable au régime de retraite prévu par la présente loi le 31 décembre 1988.

Toutefois, le nombre ajouté en vertu du premier alinéa de l'article 198 ne peut excéder 3.

« **215.2** L'employé a droit de recevoir, le cas échéant, tout crédit de rente acquis sans réduction actuarielle et l'article 201 s'applique à un tel crédit de rente.

« **215.3** Pour avoir droit de se prévaloir des dispositions du présent chapitre, l'employé de niveau non syndicable doit en faire la demande à la Commission, prendre sa retraite et cesser d'être visé par le régime de retraite prévu par la présente loi avant que ce chapitre cesse d'avoir effet.

« **215.4.** Sauf à l'égard de la personne qui s'en est prévaluée, le présent chapitre a effet jusqu'au 1^{er} septembre 1992.

Toutefois, le gouvernement peut, suite à l'évaluation actuarielle visée au deuxième alinéa de l'article 215.7, déterminer jusqu'à quelle autre date ce chapitre pourra continuer de s'appliquer.

«**215.5** Toute décision rendue à l'égard d'une personne en application des dispositions du présent chapitre est contestée en la manière prévue par le régime de retraite prévu par la présente loi.

« CHAPITRE II

« FINANCEMENT DES MESURES PARTICULIÈRES ET EVALUATIONS ACTUARIELLES

«**215.6** La valeur actuarielle des prestations résultant de la mesure prévue au chapitre III du titre IV à l'égard des employés visés par le chapitre I du présent titre en tenant compte des dispositions d'application particulière de cette mesure prévues à ce dernier chapitre, la valeur actuarielle des prestations résultant des mesures prévues à la section III du chapitre V.1 du titre I, à l'exception de celle résultant des bénéfices prévus à l'article 85.9, et la valeur actuarielle des prestations résultant des mesures prévues à la section IV de ce même chapitre, dans la mesure où celles-ci ajoutent, aux fins de l'admissibilité et du calcul de toute pension, le critère d'admissibilité à la pension de 35 années de service, sont financées, dans le cas des employés de niveau non syndicable, par la somme des montants obtenus en application des paragraphes 1°, 2° et 3° suivants :

1° le montant égal à la différence entre les montants prévus aux sous-paragraphes suivants :

a) le montant des cotisations versées par ces employés et des contributions de leurs employeurs pendant la période s'étendant du 1^{er} janvier 1987 au 31 décembre 1989 ;

b) le montant des cotisations qui auraient, pendant la même période, été versées par ces employés et des contributions de leurs employeurs, suivant le résultat de l'évaluation actuarielle du régime de retraite prévu par la présente loi arrêtée au 31 décembre 1984 et produite à l'égard de ces employés si le gouvernement avait, à compter du 1^{er} janvier 1987 et conformément à l'article 177, révisé le taux de cotisation et si ce taux avait tenu compte, toutefois, de l'ajout, aux fins de l'admissibilité et du calcul de toute pension, du critère d'admissibilité à la pension de 62 ans d'âge et de 10 années de service ;

2° le montant égal à la différence entre les montants prévus aux sous-paragraphes suivants :

a) le montant des cotisations versées par ces employés et des contributions de leurs employeurs pendant la période s'étendant du 1^{er} janvier 1990 au 31 décembre 1990, ces dernières étant égales à 73,45 % des cotisations versées par ces employés ;

b) le montant des cotisations qui auraient, pendant la même période, été versées par ces employés et des contributions de leurs employeurs suivant le résultat de l'évaluation actuarielle du régime de retraite prévu par la présente loi arrêtée au 31 décembre 1987 et produite à l'égard de ces employés;

3° le montant d'une contribution additionnelle des employeurs de ces employés qui est égale à 10,09 % des cotisations versées par ces derniers pendant la période s'étendant du 1^{er} janvier 1991 au 31 décembre 1992.

La Commission doit, annuellement et pour la période s'étendant du 1^{er} janvier 1987 au 31 décembre 1989, transférer avec intérêt, du fonds des contributions des employeurs à la Caisse de dépôt et placement du Québec au fonds des cotisations des employés de niveau non syndicable à cette Caisse, la moitié de la différence entre le montant des cotisations des employés établi en vertu du sous-paragraphe b) du paragraphe 1^o du premier alinéa et le montant des contributions des employeurs établi en vertu de ce sous-paragraphe.

«**215.7** La Commission doit, au plus tard le 1^{er} janvier 1992, faire préparer, par les actuaires qu'elle désigne, l'évaluation de la valeur actuarielle des prestations visées à l'article 215.6 et des sommes destinées à leur financement. La prime versée ou à verser par les employeurs à l'égard de leurs employés de niveau non syndicable relative à la continuation, le cas échéant, pour ceux qui se sont prévalués de l'une ou l'autre des mesures prévues à la section III du chapitre V.1 du titre I, de leur participation au régime d'assurance-maladie de base suivant les conditions de travail qui les régissent, doit être ajoutée à la valeur actuarielle de ces prestations.

La Commission doit de plus, aux fins du deuxième alinéa de l'article 215.4, faire préparer une telle évaluation au plus tard le 30 avril 1992.

«**215.8** En outre du pouvoir de prolongation prévu à l'article 85.17, le gouvernement peut déterminer, à l'égard des employés de niveau non syndicable, jusqu'à quelle autre date postérieure à celle découlant de l'application de cet article, la mesure prévue à la section IV du chapitre V.1 du titre I pourra continuer de s'appliquer.

«**215.9** Le montant de la valeur actuarielle des réductions qui ne seront pas effectuées en application de l'article 215.2 sur les crédits de rente obtenus en vertu des articles 86, 100 et 104 est transféré au fonds de ces crédits de rente jusqu'à concurrence d'un montant égal

à 5/12 de cette valeur, pour les années de service antérieures au 1^{er} juillet 1982, et de la moitié de cette valeur, pour les années de service postérieures au 30 juin 1982. Les sommes sont prises annuellement, à raison de 30 % du montant de la valeur actuarielle totale de ces réductions non effectuées, sur le fonds des cotisations des employés de niveau non syndicable à la Caisse de dépôt et placement du Québec, et, pour le solde à transférer, sur le fonds des contributions des employeurs à cette Caisse.

Le montant de la valeur actuarielle des réductions qui ne seront pas effectuées en application de l'article 215.2 sur les crédits de rente obtenus en vertu des articles 101, 113 et 158 est transféré au fonds de ces crédits de rente. Les sommes sont prises annuellement, à raison de 30 % de ce montant, sur le fonds des cotisations des employés de niveau non syndicable à la Caisse de dépôt et placement du Québec, et, pour le solde à transférer, sur le fonds des contributions des employeurs à cette Caisse.

Malgré les transferts des sommes prévus au présent article, la valeur actuarielle totale des réductions non effectuées en application de l'article 215.2 sur les crédits de rente demeure financée à même la somme des montants obtenus en application des paragraphes 1°, 2° et 3° du premier alinéa de l'article 215.6.

«**215.10** La valeur actuarielle des prestations résultant de la mesure prévue au chapitre III du titre IV à l'égard des employés visés par le chapitre I du présent titre en tenant compte des dispositions d'application particulière de cette mesure prévues à ce dernier chapitre, la valeur actuarielle des prestations résultant des mesures prévues à la section III du chapitre V.1 du titre I, à l'exception de celle résultant du bénéfice prévu au premier alinéa de l'article 85.9, et la valeur actuarielle des prestations résultant des mesures prévues à la section IV de ce même chapitre, dans la mesure où celles-ci ajoutent, aux fins de l'admissibilité et du calcul de toute pension, le critère d'admissibilité à la pension de 35 années de service, ainsi que les sommes destinées à leur financement, ne doivent pas être considérées aux fins de l'évaluation actuarielle du régime de retraite prévu par la présente loi arrêtée au 31 décembre 1990 et produite à l'égard des employés de niveau non syndicable. Toutefois, elles doivent être considérées aux fins des évaluations actuarielles subséquentes du régime de retraite prévu par la présente loi et produite à l'égard de ces employés.

« CHAPITRE III

« ADMINISTRATION

« **215.11** La Commission administre le présent titre. ».

69. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 216, du suivant :

« **216.1** Lorsqu'une demande de rachat d'années ou de parties d'année de service est faite à la Commission en vertu du régime de retraite prévu par la présente loi, la Commission fait parvenir à l'employé une proposition de rachat qui est valide pour une période de 60 jours à compter de sa date.

La demande de rachat est réputée n'avoir jamais été faite si la Commission n'a pas reçu, avant l'expiration de cette période de 60 jours, un avis de l'employé à l'effet qu'il accepte cette proposition.

De plus, une telle demande est réputée n'avoir jamais été faite si le paiement comptant du coût de ce rachat n'est pas effectué avant l'expiration de cette période de 60 jours, dans le cas où un tel paiement est exigible en vertu du choix de l'employé ou par l'effet de la loi. Dans le cas où le paiement est exigible en plusieurs versements et que l'employé fait défaut d'effectuer un versement, la demande de rachat est réputée n'avoir jamais été faite à l'égard du service pour lequel les versements n'ont pas été effectués si l'employé n'effectue pas le versement pour lequel il est en défaut dans les 30 jours de la date d'un avis de la Commission à cet effet. Dans ce cas, le service le plus récent est crédité ou compté en premier lieu. Toutefois, dans le cas des articles 24, 27, 109, 111, 115.5 et 221, la demande de rachat est réputée n'avoir jamais été faite à l'égard de la totalité du service et les sommes que l'employé a versées lui sont remboursées avec l'intérêt prévu à l'article 217 et calculé conformément aux articles 218 et 219. ».

70. L'article 218 de cette loi, modifié par l'article 31 du chapitre 5 des lois de 1990, est de nouveau modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

« **218.** Les intérêts sur les cotisations au sens de l'article 50 sont accumulés selon les taux déterminés pour chaque époque en vertu de la présente loi. Toutefois, jusqu'au 31 décembre 1990, ils sont accumulés à raison de 90 % de ces taux. ».

71. L'article 220 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la troisième ligne du deuxième alinéa et après le mot « adoption », des

mots «et celui pris en vertu du paragraphe 5° de l'article 2 peut avoir effet au plus 12 mois avant son adoption. ».

72. L'article 221 de cette loi, modifié par l'article 51 du chapitre 82 des lois de 1988, est de nouveau modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant :

« Le montant requis pour faire créditer ces jours est payable soit comptant, soit par versements échelonnés sur la période et aux époques que détermine la Commission. Ce montant est augmenté d'un intérêt, composé annuellement, calculé à compter de la date de réception de la demande et dont le taux est celui en vigueur à cette date. Toutefois, aucun intérêt n'est calculé durant la période de validité de la proposition de rachat faite par la Commission. ».

73. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 236.4, du suivant :

« **236.5** Les articles 46 à 55, 58, 59, 77 et 78 tels qu'ils se lisaient le 31 décembre 1990 continuent de s'appliquer à l'employé qui a cessé de participer au régime avant le 1^{er} janvier 1991 ou qui est décédé avant cette date. ».

74. L'annexe I de cette loi, modifiée par les décrets 767-89 du 24 mai 1989, 889-89 du 14 juin 1989, 1224-89 du 2 août 1989, 1583-89 du 10 octobre 1989, 1773-89 du 22 novembre 1989, 1942-89 du 20 décembre 1989 et 584-90 du 2 mai 1990 et par l'article 24 du chapitre 32 des lois de 1990, est de nouveau modifiée par la suppression, dans le paragraphe 1, de ce qui suit : « la Société Informas du Québec (S.I.Q.) ».

75. L'annexe III de cette loi, modifiée par les décrets 1224-89 du 2 août 1989 et 1942-89 du 20 décembre 1989, par l'article 5 du chapitre 73 des lois de 1989 et par l'article 25 du chapitre 32 des lois de 1990, est de nouveau modifiée par la suppression, dans le paragraphe 1, de ce qui suit : « la Société Informas du Québec (S.I.Q.) ».

LOI SUR LE RÉGIME DE RETRAITE DES ENSEIGNANTS

76. L'article 5 de la Loi sur le régime de retraite des enseignants (L.R.Q., chapitre R-11), modifié par l'article 26 du chapitre 32 des lois de 1990, est de nouveau modifié par le remplacement, dans les deuxième et quatrième lignes du deuxième alinéa, des mots « institutions pénales » par les mots « services correctionnels ».

77. L'article 9 de cette loi est remplacé par les suivants :

«**9.** L'enseignant qui cesse de participer au présent régime et qui, dans les 180 jours de la date à laquelle il a cessé d'être visé par ce régime, devient membre du personnel du cabinet du lieutenant-gouverneur participe au présent régime.

«**9.01** L'enseignant qui cesse de participer au présent régime et qui, dans les 180 jours de la date à laquelle il a cessé d'être visé par ce régime, devient membre du personnel d'un ministre ou d'une personne visée à l'article 124.1 de la Loi sur l'Assemblée nationale (chapitre A-23.1) participe au présent régime s'il est assuré d'une réintégration dans une fonction pour laquelle il serait visé par ce régime, le régime de retraite des fonctionnaires ou le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics.

Si cet enseignant n'est pas assuré d'une telle réintégration, il peut, s'il en fait la demande dans l'année qui suit la date à laquelle il est devenu un tel membre et si le gouvernement adopte un décret à cet effet, participer au présent régime. Ce décret a effet à la date à laquelle il est devenu un tel membre. ».

78. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 10, du suivant :

«**10.1** Lorsqu'une demande de rachat d'années ou de parties d'année de service est faite à la Commission en vertu du présent régime, la Commission fait parvenir à l'enseignant une proposition de rachat qui est valide pour une période de 60 jours à compter de sa date.

La demande de rachat est réputée n'avoir jamais été faite si la Commission n'a pas reçu, avant l'expiration de cette période de 60 jours, un avis de l'enseignant à l'effet qu'il accepte cette proposition.

De plus, une telle demande est réputée n'avoir jamais été faite si le paiement comptant du coût de ce rachat n'est pas effectué avant l'expiration de cette période de 60 jours, dans le cas où un tel paiement est exigible en vertu du choix de l'enseignant ou par l'effet de la loi. Dans le cas où le paiement est exigible en plusieurs versements et que l'enseignant fait défaut d'effectuer un versement, la demande de rachat est réputée n'avoir jamais été faite à l'égard du service pour lequel les versements n'ont pas été effectués si l'enseignant n'effectue pas le versement pour lequel il est en défaut dans les 30 jours de la date d'un avis de la Commission à cet effet. Dans ce cas, le service le plus récent est crédité en premier lieu. Toutefois, dans le cas des articles 21, 76 et 76.1, la demande de rachat est réputée n'avoir jamais été faite à l'égard de la totalité du service et les sommes que l'enseignant a versées lui sont remboursées sans intérêt. ».

79. L'article 23 de cette loi est modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant :

« Le montant déterminé au deuxième alinéa est payable soit comptant, soit par versements échelonnés sur la période et aux époques que détermine la Commission. Si ce montant est payé par versements, il est augmenté d'un intérêt, composé annuellement, dont le taux est celui en vigueur en vertu de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics à la date de réception de la demande et calculé à compter de la date d'échéance de la proposition de rachat faite par la Commission. ».

80. L'article 26 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

« Toutefois, s'il rachète 2 années et plus de service, il peut payer par versements ; dans ce cas, le montant qu'il doit payer est augmenté, à compter de la date d'échéance de la proposition de rachat faite par la Commission, d'un intérêt au taux de 5 % composé annuellement et peut être réparti en versements annuels, égaux et consécutifs sur une période qui ne peut excéder cinq ans. ».

81. L'article 27.2 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans les deux dernières lignes du premier alinéa, des mots « l'avis de la Commission du montant à verser » par les mots « la proposition de rachat faite par la Commission » ;

2° par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

« La somme déterminée au premier alinéa est payable soit comptant, soit par versements échelonnés sur la période et aux époques que détermine la Commission. Si cette somme est payée par versements, elle est augmentée d'un intérêt, composé annuellement, dont le taux est celui en vigueur en vertu de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics à la date de réception de la demande et calculé à compter de la date d'échéance de la proposition de rachat. ».

82. L'article 28.1 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans les deux dernières lignes du paragraphe 1° du premier alinéa, des mots « toute année scolaire qui serait autrement incomplète pour fins de pension en raison » par ce qui suit : « au moins à 95 % l'année scolaire au cours de laquelle elle a bénéficié » ;

2° par le remplacement, dans la cinquième ligne du troisième alinéa, de ce qui suit: «90» par ce qui suit: «100».

83. L'article 28.3 de cette loi est modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

«Le montant requis pour faire créditer ces années et parties d'année est payable soit comptant, soit par versements échelonnés sur la période et aux époques que détermine la Commission. Si ce montant est payé par versements, il est augmenté d'un intérêt, composé annuellement, dont le taux est celui en vigueur en vertu de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics à la date de réception de la demande et calculé à compter de la date d'échéance de la proposition de rachat faite par la Commission. ».

84. L'article 35.2 de cette loi est modifié:

1° par la suppression, dans les septième, huitième et neuvième lignes, de ce qui suit: « , même si elles ont été créditées au présent régime sur une base d'équivalence des valeurs actuarielles des prestations »;

2° par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

«Toutefois, sont exclus du traitement admissible moyen le traitement admissible et les périodes de cotisations de toutes les années et parties d'année de service créditées au présent régime sur une base d'équivalence des valeurs actuarielles des prestations de même que de celles qui sont antérieures à ces dernières. ».

85. L'article 76 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«Le montant requis pour faire créditer ces jours est payable soit comptant, soit par versements échelonnés sur la période et aux époques que détermine la Commission. Si la demande de rachat est faite après la fin de l'année au cours de laquelle l'enseignant a bénéficié d'un congé sans traitement ou poursuivi des études spécialisées, ce montant est augmenté d'un intérêt de 8,5 %, composé annuellement et calculé depuis l'expiration du congé ou depuis la fin des études spécialisées. Toutefois, aucun intérêt n'est calculé durant la période de validité de la proposition de rachat faite par la Commission. ».

86. L'article 76.1 de cette loi, modifié par l'article 34 du chapitre 32 des lois de 1990, est de nouveau modifié:

« Le montant requis pour faire créditer ces jours est payable soit comptant, soit par versements échelonnés sur la période et aux époques que détermine la Commission. Ce montant est augmenté d'un intérêt, composé annuellement, calculé à compter de la date de réception de la demande et dont le taux est celui en vigueur à cette date en vertu de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics. Toutefois, aucun intérêt n'est calculé durant la période de validité de la proposition de rachat faite par la Commission. ».

LOI SUR LE RÉGIME DE RETRAITE DES FONCTIONNAIRES

37. L'article 54 de la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (L.R.Q., chapitre R-12), modifié par l'article 41 du chapitre 32 des lois de 1990, est de nouveau modifié par l'insertion, après le deuxième alinéa, du suivant :

« Le fonctionnaire qui cesse de participer au régime prévu par la présente section et qui, dans les 180 jours de la date à laquelle il a cessé d'être visé par ce régime, devient membre du personnel d'un ministre ou d'une personne visée à l'article 124.1 de la Loi sur l'Assemblée nationale (chapitre A-23.1) alors qu'il n'est pas assuré d'une réintégration dans une fonction visée par le régime prévu par la présente section, le régime de retraite des enseignants ou le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, participe au régime prévu par la présente section s'il en fait la demande dans l'année qui suit la date à laquelle il est devenu un tel membre et si le gouvernement adopte un décret à cet effet. Ce décret a effet à la date à laquelle il est devenu un tel membre. ».

38. L'article 56 de cette loi, modifié par l'article 6 du chapitre 76 des lois de 1989, est de nouveau modifié par le remplacement, dans les sixième et septième lignes du troisième alinéa, de ce qui suit : « en vertu des paragraphes 1°, 2°, 4° ou 5° du premier alinéa » par les mots « sans réduction actuarielle ».

39. L'article 63.1.2 de cette loi est modifié :

1° par la suppression, dans les septième, huitième et neuvième lignes, de ce qui suit : «, même si elles ont été créditées au régime prévu par la présente section sur une base d'équivalence des valeurs actuarielles des prestations » ;

2° par l'addition, après le premier alinéa, du suivant :

« Toutefois, sont exclus du traitement admissible moyen le traitement admissible et les périodes de cotisations de toutes les

années et parties d'année de service créditées au régime prévu par la présente section sur une base d'équivalence des valeurs actuarielles des prestations de même que de celles qui sont antérieures à ces dernières. ».

90. L'article 63.7 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin du deuxième alinéa, de ce qui suit: « Toutefois, aucun intérêt n'est calculé durant la période de validité de la proposition de rachat faite par la Commission. ».

91. L'article 76 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la quatrième ligne du premier alinéa, des mots « la moitié » par ce qui suit: « 60 % ».

92. L'article 82 de cette loi, modifié par l'article 40 du chapitre 5 des lois de 1990, est de nouveau modifié par l'addition, à la fin du deuxième alinéa, de ce qui suit: « Toutefois, aucun intérêt n'est calculé durant la période de validité de la proposition de rachat faite par la Commission. ».

93. L'article 90 de cette loi, modifié par l'article 44 du chapitre 32 des lois de 1990, est de nouveau modifié par l'addition, à la fin du quatrième alinéa, de ce qui suit: « Toutefois, aucun intérêt n'est calculé durant la période de validité de la proposition de rachat faite par la Commission. ».

94. L'article 93 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement de la dernière ligne du premier alinéa par ce qui suit: « la proposition de rachat faite par la Commission. »;

2° par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

« La somme déterminée au premier alinéa est payable soit comptant, soit par versements échelonnés sur la période et aux époques que détermine la Commission. Si cette somme est payée par versements, elle est augmentée d'un intérêt, composé annuellement, dont le taux est celui en vigueur en vertu de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics à la date de réception de la demande et calculé à compter de la date d'échéance de la proposition de rachat. ».

95. L'article 99 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin du sixième alinéa, de ce qui suit: « Toutefois, aucun intérêt n'est calculé durant la période de validité de la proposition de rachat faite par la Commission. ».

96. L'article 99.5 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans les deux dernières lignes du paragraphe 1° du premier alinéa, des mots « toute année scolaire qui serait autrement incomplète pour fins de pension en raison » par ce qui suit : « au moins à 95 % l'année scolaire au cours de laquelle elle a bénéficié » ;

2° par le remplacement, dans la cinquième ligne du troisième alinéa, de ce qui suit : « 90 » par ce qui suit : « 100 ».

97. L'article 99.7 de cette loi est modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant :

« Le montant requis pour faire créditer ces années et parties d'année est payable soit comptant, soit par versements échelonnés sur la période et aux époques que détermine la Commission. Si ce montant est payé par versements, il est augmenté d'un intérêt, composé annuellement, dont le taux est celui en vigueur en vertu de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics à la date de réception de la demande et calculé à compter de la date d'échéance de la proposition de rachat faite par la Commission. ».

98. Cette loi est modifiée par l'addition, après l'article 111, du suivant :

111.01 Lorsqu'une demande de rachat d'années ou de parties d'année de service est faite à la Commission en vertu des régimes prévus par la présente loi, la Commission fait parvenir au fonctionnaire une proposition de rachat qui est valide pour une période de 60 jours à compter de sa date.

La demande de rachat est réputée n'avoir jamais été faite si la Commission n'a pas reçu, avant l'expiration de cette période de 60 jours, un avis du fonctionnaire à l'effet qu'il accepte cette proposition.

De plus, une telle demande est réputée n'avoir jamais été faite si le paiement comptant du coût de ce rachat n'est pas effectué avant l'expiration de cette période de 60 jours, dans le cas où un tel paiement est exigible en vertu du choix du fonctionnaire ou par l'effet de la loi. Dans le cas où le paiement est exigible en plusieurs versements et que le fonctionnaire fait défaut d'effectuer un versement, la demande de rachat est réputée n'avoir jamais été faite à l'égard du service pour lequel les versements n'ont pas été effectués si le fonctionnaire n'effectue pas le versement pour lequel il est en défaut dans les 30 jours de la date d'un avis de la Commission à cet effet. Dans ce cas,

le service le plus récent sera crédité en premier lieu. Toutefois, dans le cas des articles 63.7, 66.1, 112 et 112.1, la demande de rachat est réputée n'avoir jamais été faite à l'égard de la totalité du service et les sommes que le fonctionnaire a versées lui sont remboursées sans intérêt. ».

99. L'article 112 de cette loi, modifié par l'article 151 du chapitre 82 des lois de 1988, est de nouveau modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

« Le montant requis pour faire créditer ces jours est payable soit comptant, soit par versements échelonnés sur la période et aux époques que détermine la Commission. Si la demande de rachat est faite après la fin de l'année au cours de laquelle le fonctionnaire a bénéficié d'un congé sans traitement, ce montant est augmenté d'un intérêt de 8,5 %, composé annuellement et calculé depuis l'expiration du congé. Toutefois, aucun intérêt n'est calculé durant la période de validité de la proposition de rachat faite par la Commission. ».

100. L'article 112.1 de cette loi, modifié par l'article 47 du chapitre 32 des lois de 1990, est de nouveau modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

« Le montant requis pour faire créditer ces jours est payable soit comptant, soit par versements échelonnés sur la période et aux époques que détermine la Commission. Ce montant est augmenté d'un intérêt, composé annuellement, calculé à compter de la date de réception de la demande et dont le taux est celui en vigueur à cette date en vertu de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics. Toutefois, aucun intérêt n'est calculé durant la période de validité de la proposition de rachat faite par la Commission. ».

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

101. Dans la Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en institutions pénales (L.R.Q., chapitre R-9.2) et dans ses règlements d'application, les expressions « Union des agents de la paix en institutions pénales » et « agent de la paix en institutions pénales » sont respectivement remplacées, compte tenu des adaptations nécessaires, par les expressions « Syndicat des agents de la paix en services correctionnels du Québec » et « agent de la paix en services correctionnels ».

102. Dans toute loi, dans tout règlement, décret, arrêté, entente, contrat ou autre document, à moins que le contexte ne s'y

oppose et compte tenu des adaptations nécessaires, les expressions «Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en institutions pénales» et «régime de retraite des agents de la paix en institutions pénales» sont respectivement remplacées par les expressions «Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels» et «régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels».

103. Les articles 32, 34 à 50 et le paragraphe 1° de l'article 65 ne s'appliquent qu'aux employés qui cessent de participer au régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics après le 31 décembre 1990 ou qui décèdent après cette date.

L'article 88 ne s'applique qu'aux fonctionnaires qui cessent de participer au régime de retraite des fonctionnaires après le 31 décembre 1990 et l'article 91, qu'aux fonctionnaires qui décèdent après cette date.

104. Le paragraphe 2° de l'article 65 et l'article 70 s'appliquent pour toute demande de remboursement de cotisations reçue par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances après le 31 décembre 1990.

105. Les articles 1 à 3, 12, 13, 17, 19 à 21, 23 à 25, 27, 30, 31, 53, 57, 58, 61, 63, 64, 69, 72, 78 à 81, 83, 85, 86, 90, 92 à 95 et 97 à 100 s'appliquent à toute proposition de rachat de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances dont la date est postérieure au 31 décembre 1990.

106. Les articles 26, 33, 84 et 89 s'appliquent pour toute pension accordée après le 31 décembre 1990 si l'employé, l'enseignant ou le fonctionnaire, selon le cas, a cessé de participer à son régime, a pris sa retraite ou est décédé après cette date.

Ils s'appliquent également pour le calcul de la pension accordée au conjoint après le 31 décembre 1990 si une pension ou une pension différée n'avait pas été accordée à l'employé, à l'enseignant ou au fonctionnaire, selon le cas, avant cette date.

107. Les règlements pris en vertu du paragraphe 9° de l'article 134 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., chapitre R-10) peuvent, jusqu'au 1^{er} juillet 1991 et s'ils en disposent ainsi, s'appliquer à compter de toute date non antérieure au 1^{er} janvier 1991.

108. L'article 29 ne s'applique qu'à l'égard d'un congé sans traitement qui suit un congé de maternité, de paternité ou d'adoption en cours le 1^{er} janvier 1991 ou qui débute après cette date.

109. Le membre du personnel d'un ministre ou d'une personne visée à l'article 124.1 de la Loi sur l'Assemblée nationale (L.R.Q., chapitre A-23.1) qui, le 31 décembre 1990, participe au régime de retraite des agents de la paix en institutions pénales ou au régime de retraite des enseignants et qui n'est pas assuré d'une réintégration dans une fonction pour laquelle il serait visé par son régime de retraite cesse de participer à son régime à compter du 1^{er} janvier 1991. Ce membre peut se prévaloir, selon le cas, du deuxième alinéa de l'article 4.1 de la Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en institutions pénales (L.R.Q., chapitre R-9.2) ou du deuxième alinéa de l'article 9.01 de la Loi sur le régime de retraite des enseignants (L.R.Q., chapitre R-11).

Toutefois, l'enseignant doit faire sa demande avant le 1^{er} janvier 1992 et, dans ce cas, le décret aura effet le 1^{er} janvier 1991.

110. Le chapitre I du titre IV.1 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., chapitre R-10) édicté par l'article 68 de la présente loi s'applique à l'employé de niveau non syndicable qui prend sa retraite et qui cesse d'être visé par le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics après le 31 décembre 1990.

111. Les articles 14, 76, 101 et 102 ont effet depuis le 21 août 1990. L'article 74 a effet depuis le 1^{er} avril 1986 et l'article 75, depuis le 1^{er} avril 1985.

112. La présente loi entre en vigueur le 1^{er} janvier 1991.